



PROVINCE DE HAINAUT – VILLE DE TOURNAI  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE PUBLIQUE DU 03 NOVEMBRE 2025

**Présents :**

Mme Marie Christine MARGHEM, Bourgmestre.  
M. Benjamin BROTCORNE, Premier échevin.  
Mme Coralie LADAVI, M. Vincent LUCAS, Mme Delphine DELAUNOIS, Mme Caroline MITRI, M. Emmanuel VANDECAVEYE, Mme Natacha DUROISIN, Échevins.  
Mme Héloïse RENARD, Présidente du CPAS.  
M. Philippe ROBERT, M. Paul-Olivier DELANNOIS, Mme Ludivine DEDONDER, Mme Sylvie LIETAR, M. Vincent BRAECKELAERE, M. Armand BOITE, Mme Laurence BARBAIX, M. Simon LECONTE, M. Guillaume SANDERS, M. Gwenaël VANZEVEREN, M. Vincent DELRUE, M. Laurent AGACHE, Mme Hélène LELEU, M. Quentin HUART, M. Clément GLORIEUX, M. Philippe MALICE, M. Johakim CHAJIA, Mme Marie-Christine MASURE, Mme Jennifer BOUCAU, M. Amine MELLOUK, M. Simon PETIT, Mme Emeline PETIT, Mme Blandine MOTTE, Mme Eléonore VAN DEN BOGAERT, M. Thierry VANDEGHINSTE, Mme Sabine TOMME, M. Philippe BAEGHE, Conseillers.  
M. Pierre-Yves MAYSTADT, Directeur général.  
M. Nicolas DESABLIN, Directeur général adjoint.

**Absents :**

M. Grégory DINOIR, Mme Manon DESONNIAUX, Mme Emma DELBECQ, Conseillers.

**S03A/20251103-35**

---

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de redevances communales;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2026;

Considérant que la redevance se définit par un service rendu par la commune, en l'occurrence l'occupation du domaine public pour installer une terrasse;

Attendu que l'occupation du domaine public entraîne pour la commune des charges de surveillance, notamment en ce qui concerne la sécurité, la propreté, la salubrité et la commodité de passage sur la voie publique et qu'il est équitable, dans un souci de saine gestion des finances communales, d'en faire supporter les charges aux bénéficiaires;

Considérant que la notion d’emplacement faisant par nature référence à l’occupation d’une surface, le montant de la redevance demandée doit être calculé par référence au mètre carré;

Attendu que l’occupation du domaine public à titre de terrasse représente un avantage certain pour ceux qui en font usage et qu’il convient que les bénéficiaires soient soumis à une redevance;

Vu que la Ville se doit d’obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 10 octobre 2025 conformément à l’article L 1124-40 §1er, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l’avis Positif du Directeur financier du 21/10/2025 rendu conformément à l’article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 22 voix pour (les groupes MR, Les Engagés, Écolo, PTB) et 14 voix contre (le groupe PS);

## **DÉCIDE**

d’arrêter comme suit les termes du règlement-redevance sur l’occupation du domaine public à des fins commerciales par des terrasses, tables et chaises, pour les exercices 2026-2031:

### **Article 1er : Objet**

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une redevance trimestrielle pour l’occupation permanente du domaine public à des fins commerciales par des terrasses, tables et chaises.

Ne sont toutefois pas visés par le présent règlement :

- les occupations du domaine public communal qui tombent déjà sous l’application d’une autre taxe ou redevance établie au profit de la Ville de Tournai;
- les occupations du domaine public qui font l’objet d’une convention de concession domaniale;
- les étals de marchandises.

### **Article 2 : Redevable et paiement**

La redevance est due par le titulaire de l’autorisation d’occupation du domaine public à des fins commerciales par des terrasses (personne physique ou morale, association ou particulier). La personne (physique, morale, association, particulier) occupant effectivement le domaine

public, si différente du titulaire de l'autorisation, est solidairement responsable du paiement de la redevance.

La redevance est payable au comptant, avec remise d'une preuve de paiement.

### **Article 3 : Montant de la redevance**

La redevance trimestrielle est fixée à 5 € par mètre carré.

Il sera tenu compte, pour déterminer la superficie imposable, du quadrilatère fictivement inscriptible autour de l'objet ou du groupe d'objets qui occupent le domaine public.

Tout début de mètre carré occupé est arrondi à l'unité supérieure.

### **Article 4 : Reprise d'une exploitation commerciale.**

En cas de reprise d'une exploitation commerciale, il ne sera pas perçu de nouvelle redevance pour le trimestre en cours.

### **Article 5 : Défaut de paiement**

À défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article L1124-40, §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

### **Article 6 : R.G.P.D.**

Le traitement de données à caractère personnel collectées dans la cadre de l'établissement et du recouvrement de la redevance prévue par le présent règlement s'effectuera conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD).

### **Article 7 : Tutelle**

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

<u>Article budgétaire: 040/366-06</u>
---------------------------------------

Ainsi fait en séance les jour, mois et an que dessus.

Par le Conseil communal,  
Le Directeur général,

(s) Pierre-Yves MAYSTADT



La Bourgmestre,

(s) Marie Christine MARGHEM

POUR EXTRAIT CONFORME :

Le Directeur général,

La Bourgmestre,

Pierre-Yves MAYSTADT

Marie Christine MARGHEM